

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 avril 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 28 avril 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Inde**

J'ai l'honneur de me référer à une note que la Mission permanente de la République de Corée, qui assure la présidence du Groupe des États asiatiques pour le mois d'avril 2003, a fait distribuer le 25 avril 2003 et qui transmet copie d'une lettre en date du 24 avril 2003 rédigée par vos soins, en votre qualité de Président du Conseil de sécurité pour ce même mois, et portant sur la séance de récapitulation du Conseil de sécurité du 30 avril 2003.

Dans cette lettre, il est proposé que deux délégations par groupe régional prennent la parole lors de la séance de récapitulation. Ces délégations étaient, semble-t-il, censées présenter les vues de leur pays et non pas la position de leur région.

L'Inde estime que, dans un groupe régional aussi divers que le Groupe des États asiatiques, il serait peu logique et contraire à la pratique habituelle qu'un ou même deux États Membres représentent la région asiatique lors d'un débat du Conseil de sécurité. C'est pour tenir compte des caractéristiques et de la diversité de ses membres que le Groupe des États asiatiques se borne à examiner des candidatures et ne se penche pas sur les questions de fond. Aussi trouvons-nous difficile d'accepter l'idée que des délégations d'États ne siégeant pas au Conseil de sécurité puissent, dans ces conditions, prendre la parole lors de la séance de récapitulation du Conseil.

En outre, le fait de limiter le nombre de délégations autorisées à prendre la parole au nom de chaque groupe régional paraît illogique et arbitraire. Les groupes régionaux de l'ONU diffèrent par la taille et par leur composition. Le Groupe des États asiatiques et le Groupe africain comptent chacun 53 États membres, le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes 33, le Groupe des États d'Europe occidentale et d'autres États 28, et le Groupe des États d'Europe orientale 21. Exiger que chacun de ces groupes soit représenté par un nombre identique d'orateurs, sans qu'il soit tenu compte de leur taille et de leur composition, ne nous paraît pas raisonnable.

À notre avis, toute délégation qui souhaiterait prendre la parole durant la séance de récapitulation, et en aurait exprimé la volonté, devrait y être autorisée. Limiter le nombre des orateurs, en les classant par groupes régionaux ou en ayant recours à d'autres modalités arbitraires telles que le tirage au sort, serait contraire à l'objectif qui consiste à rendre les méthodes de travail du Conseil de sécurité plus transparentes.



Certes, il appartient au Conseil de sécurité de décider de la façon dont il structure ses délibérations, mais nous ne savons pas au juste si la séance de récapitulation a pour objet d'examiner les travaux qu'a menés le Conseil durant le mois écoulé, comme cela se faisait dans le passé, ou si elle doit tenir lieu de séance publique consacrée à un thème entièrement nouveau, comme vous l'avez décidé pour le mois d'avril. À notre avis, un thème comme le rôle de l'ONU après les conflits mériterait d'être débattu lors d'une séance publique au plein sens du terme, à laquelle les délégations devraient être autorisées à participer, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, et non pas lors d'un débat restreint qui se tiendrait durant une séance de récapitulation.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) V. K. Nambiar
